



(Articles 118 à 119 bis-1 et 1672-1 du code général des impôts)

**2753-SD
(01-2022)**

CACHET DU SERVICE

Année : | | | | |

La base imposable et l'impôt doivent être arrondis à l'euro le plus proche. Les bases et les cotisations inférieures à 0,50 euro sont négligées et celles égales ou supérieures à 0,50 euro sont comptées pour 1 euro (code général des impôts, art. 1657-1).

Dénomination ou Nom et prénoms Adresse du principal établissement ou domicile	N° SIRET du principal établissement													
	Adresse du siège social (si elle est différente)													

ANNÉE : | | | |

Désignation de l'emprunt	Nominal des titres	NOMBRE DE TITRES				
		Existant à la fin du mois précédent	Convertis ou amortis au cours du mois	Total (col. 3+4)	Amortis ou rachetés au cours du mois	Existant au dernier jour du mois
1	2	3	4	5	6	7

II. VERSEMENTS MENSUELS

A. Partie fixe du revenu

[illegible]

B. Partie variable du revenu

Désignation de l'emprunt	Nombre de titres ayant participé à la dernière distribution	Sommes distribuées au titre de la dernière échéance d'intérêts	Valeur imposable pour le mois 1/5	Taux de la retenue à la source : 12,8 ; 15 ou 17 %*	Montant de l'impôt
<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
				TOTAL	

III. OPÉRATIONS DE RÉGULARISATION À L'ÉCHÉANCE DE L'INTÉRÊT ANNUEL

Désignation de l'emprunt	Date d'échéance de l'intérêt annuel	Nombre de titres à la date de l'échéance intervenue au cours du mois	Montant du revenu annuel (fixe ou variable) par titre	Revenu global taxable	Impôt exigible	Versements mensuels imputables	Versements à effectuer (col. 6 – col. 7)	Restitution à imputer (col. 7 – col. 6)
1	2	3	4	5	6	7	8	9
				TOTAUX				

IV. LOTS ET PRIMES DE REMBOURSEMENTS

Désignation des valeurs	Nombre de titres amortis ou rachetés ⁽¹⁾	Montant global des primes	Montant global des lots	Taux de la retenue à la source :12,8 ; 15 ou 17 %*	IMPÔT	
					Primes de remboursement	Lots
1	2	3	4	5	6	7
			TOTAUX			

- (1) Dans tous les cas et même si elles ne comportent pas le paiement d'une prime, les opérations de rachat ou remboursement de titres seront détaillées sur un relevé indiquant pour chaque emprunt :
- (a) Les dates de rachat ou d'amortissement ;
- (b) Le nombre de titres rachetés ou amortis pour chaque opération de rachat ou d'amortissement ;
- (c) Le taux d'émission des titres déterminé conformément au décret n° 55-1382 du 18 octobre 1955 (art. 41 octies et 41 nonies de l'annexe III au code général des impôts) ;
- (d) Le prix du rachat ou du montant du remboursement ;
- (e) Le cas échéant, le montant de la prime par titre ainsi que le total des sommes taxables et de l'impôt exigible ;
- (f) Et, s'il y a lieu, une copie du procès-verbal de tirage au sort des titres amortis (art. 381 K de l'annexe III au code précité).
- * Cf. article 187 du code général des impôts.

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

II		III	IV		Total
Versements mensuels		Opérations de régularisation (versements à effectuer)	Lots et primes de remboursement		
Partie fixe du revenu	Partie variable du revenu	Régularisations	Lots	Primes	
			+		= A
Avance résultant de la précédente déclaration			:		
Avance après régularisations		Régularisations (cadre III col. 9)	:		B
Déductions à opérer en vertu des conventions internationales			:		
Selon le cas		SOLDE exigible (A – B)			C
		EXCÈS d’avances à imputer sur les prochains versements (B – A)			D

PAIEMENT

	Numéraire
	Chèque bancaire barré établi à l'ordre du Trésor Public
	Virement à la Banque de France

– **Mode de paiement utilisé :**

– cocher la case correspondante ;

– si le montant total à payer est supérieur à 1 500 euros, un virement directement opéré sur le compte du Trésor à la Banque de France doit être effectué : IBAN : FR7630001000644919009562088 BIC : BDFEFRPPCCT.

DATE	SIGNATURE
À _____, le	

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Date de réception	Prise en recette		Prise en charge	
	Droits		Droits	
	Pénalités		Pénalités	
	N°		N°	

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.